

Association Citoyenne Intercommunale des Populations  
concernées par le projet d'Aéroport de Notre-Dame-des-Landes



BULLETIN D'INFORMATION AUX ADHÉRENTS  
N° 21 - Octobre novembre 2007

Notre-Dame-des-Landes • Blain • Bouvron • Casson • La Chapelle-sur-Erdre • La Chevallerais • Cordemais  
Fay-de-Bretagne • Grandchamp-des-Fontaines • Héric • Malville • Nort-sur-Erdre • Petit-Mars • Saint-Étienne-  
de-Montluc • Sautron • Savenay • Sucé-sur-Erdre • Le Temple-de-Bretagne • Treillières • Vigneux-de-Bretagne...

Internet : <http://acipa.free.fr>

E-mail : [acipa.info@free.fr](mailto:acipa.info@free.fr)

# RÉSISTANCE !

L'avis favorable rendu par les commissaires enquêteurs était assorti de 4 réserves et 4 recommandations. Cela justifie sans doute l'affairement dont font preuve les porteurs du projet actuellement et, si on en croit les rumeurs, tout le monde est prêt à venir bétonner notre bocage allègrement ! La **déclaration d'utilité publique**, attendue avant le 18 avril 2008 en principe, ne pourra être faite que si toutes les réserves sont levées ; gageons que certaines vont être très difficiles à lever, voire impossibles !

Il nous paraît de plus en plus irresponsable que ce projet de nouvel aéroport voie le jour : à l'heure du Grenelle de l'Environnement, il faut que les belles paroles soient suivies d'actes ; nos élus ne peuvent pas continuer de défendre un « développement durable » (appellation très frelatée !) tout en continuant de vanter les mérites d'une telle infrastructure !

Notre pique-nique annuel a rassemblé 3 000 personnes malgré un temps de chien ; la résistance se poursuit et s'organise :

- cet été, les agriculteurs sont intervenus pour obtenir l'installation de 3 jeunes, malgré les blocages dus aux réserves foncières ;
- grâce à l'action de la coordination, l'ensemble des maisons du Conseil général a été reloué et 40 % moins cher que les prix demandés au départ ;
- la création d'un lieu de résistance aux Domaines à Notre-Dame-des-Landes est en cours, chez Alphonse Fresneau, militant anti-aéroport de la toute première heure ;
- la coordination des associations se prépare pour les recours juridiques qui suivront la probable DUP.

Nous ne laisserons pas saccager inutilement ce bocage ! Les solutions alternatives n'ont toujours pas été étudiées sérieusement !

**RESTONS MOBILISÉS POUR RESISTER AUX RÊVES DE GRANDEUR DE NOS POLITIQUES COMPLICES DES MARCHANDS DE BÉTON !**

*« Le mot résister doit toujours se conjuguer au présent » (Lucie Aubrac).*

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ACIPA  
VENDREDI 23 NOVEMBRE 2007 à 20 heures  
Salle Simone-de-Beauvoir à Treillières**

# ACI ACTIONS

## GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT

À l'heure où vous lirez ce bulletin, le Grenelle sera terminé et aura abouti, en principe, à un plan d'action de 15 à 20 mesures en faveur de l'environnement. Animée par la volonté de peser dans cette démarche, la coordination a décidé de participer à la consultation publique et d'écrire aux principales ONG invitées au Grenelle :

« Engagés dans le « Grenelle Environnement », vous allez devoir, avec les autres partenaires, proposer une vingtaine de mesures concrètes pour, entre autres, lutter contre le réchauffement climatique,



maîtriser l'énergie, préserver la biodiversité et les ressources naturelles. Les associations de notre coordination vous suggèrent de proposer l'abandon du projet de nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes (17 kilomètres au nord de Nantes). Ce projet n'a jamais démontré son utilité, l'aéroport actuel de Nantes-Atlantique n'étant absolument pas saturé. Le seul problème posé par ce dernier est le survol de zones densément urbanisées, problème pour lesquelles des solutions raisonnables existent... Celles-ci n'ont jamais été étudiées! Cette mesure concrète d'un abandon du projet de nouvel aéroport permettrait de :

- sauvegarder la richesse écologique d'un bocage très préservé, en zone de bassins versants;
- conserver la terre nourricière, 2 000 hectares de terre agricole, pour les enjeux de demain d'une agriculture proche des villes;
- freiner l'étalement urbain;
- économiser des ressources énergétiques;
- imaginer un autre devenir pour le territoire concerné, plus en rapport avec la politique de développement durable recommandée par tous nos dirigeants.

En outre, les moyens financiers économisés en renonçant à ce nouvel aéroport permettraient la réalisation de projets plus écologiques en phase avec les objectifs du « Grenelle de l'Environnement ».

Nous comptons sur votre force de persuasion pour faire admettre cette proposition concrète... »

■ La FNAUT (fédération nationale des associations d'usagers des transports) a proposé, que les nouveaux aéroports (3<sup>e</sup> aéroport francilien, Notre-Dame-des-Landes, 2<sup>e</sup> aéroport de Toulouse) soient abandonnés. Cette fédération, à la fois association de consommateurs et association de défense de l'environnement, se préoccupe du cadre de vie et de la santé publique, des déséquilibres de l'aménagement du territoire, de la dépendance pétrolière et de la facture correspondante (près de 50 milliards d'euros par an), de l'impact des transports sur l'évolution climatique, enfin de l'endettement de notre pays qui doit inciter en particulier à des choix plus rationnels en matière d'infrastructures de transport.

■ France Nature Environnement nous a répondu : *tous les participants à l'atelier transports ont fait rayer le mot « Notre-Dame-des-Landes » dans certaines parties du texte où on considérait cet aéroport comme acquis ! Les positions des ONG ont été unanimes et les autres partenaires un peu... irrités ! Notre atelier ne pouvait pas traiter chaque infrastructure particulière — et pourtant... — mais nous avons essayé de plomber le transport aérien : taxation kérosène, marché de quotas CO<sub>2</sub> et arrêt des subventions aux compagnies low cost. »*

## AUDIENCE DEMANDÉE AU MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE

« Monsieur le Ministre,

Nos associations souhaitent attirer votre attention sur le projet d'un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes et vous demandent une audience afin de vous entretenir de plusieurs points du dossier qui les préoccupent.

Nous avons noté que la commission d'enquête publique, dans son rapport du 13.04.07 préalable à la déclaration d'utilité publique, a repris, à la page 353, un certain nombre de critiques que nous avons formulées durant l'enquête. En effet, la commission d'enquête n'a pu que constater que ledit projet d'aéroport avait pour conséquence :

« — un lourd tribut pour l'environnement (eau, faune et flore); un lourd tribut pour l'agriculture (près de 1 000 hectares de terres agricoles sacrifiées — voire plus à long terme); un impact socio-économique fort sur les communes limitrophes; des mesures de compensation qui semblent trop limitées ou, tout au moins, pas suffisamment détaillées pour les communes de la CCEG (...); des incertitudes qui restent à lever sur les liaisons fer : tram-train et TGV Rennes-Notre-Dame-des-Landes; un pari sur l'avenir. »

Force est de constater que ces critiques sont d'une particulière gravité et auraient amplement justifié l'expression d'un avis défavorable de la part de la commission d'enquête. Nous regrettons que les membres de cette commission aient émis un avis favorable, alors qu'ils n'ont manifestement pas été convaincus de l'utilité du projet qui était soumis à leur analyse, puisqu'ils ne le qualifient que de « pari sur l'avenir ».

Nous pensons pour notre part que ce « pari sur l'avenir » est d'autant plus risqué que des faits récents tels que le rapport du GIEC ou l'engagement du chef de l'État à respecter le *Pacte Écologique*, ajoutés à la raréfaction des ressources en pétrole, ne plaident pas en faveur du développement du transport aérien, tout au moins sur les courtes distances, et rendent aléatoire la possible saturation du site aéroportuaire actuel, qui, rappelons-le, n'atteint pas, à l'heure actuelle, la moitié de sa capacité.

S'agissant des solutions alternatives, la commission a regretté, à la page 354 de son rapport, que la question de l'alternative *Solidariétés Écologie* (une seule piste est-ouest) n'ait pas pu être totalement traitée par le débat public.

Nous persistons à soutenir que... au contraire, l'alternative que nous soutenons, a fait l'objet d'une approche sérieuse et argumentée qui montre qu'elle :

- réduirait considérablement les nuisances sonores sur l'agglomération nantaise;
- supprimerait les risques liés au survol de zones d'habitat dense;
- aurait un coût très inférieur à celui du projet de Notre-Dame-des-Landes.

## ZONE DE TURBULENCES

### LE CONCORDE VENDU AUX ENCHÈRES

Le supersonique a été vendu en pièces détachées, il y a quelques semaines à Toulouse. Mise à prix de 20 à 3 000 euros. Quelques boulons, rivets, ou bagues ont été offerts avec le catalogue des enchères. Question : faut-il donc construire l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes qui devait l'être pour recevoir Concorde ?

C'est pourquoi nous renouvelons la demande, qu'avant toute déclaration d'utilité publique, soit faite une étude sérieuse sur cette alternative qui a été repoussée jusqu'à présent. C'est notamment pour vous entretenir de ce sujet que nous sollicitons une audience. Souhaitant que ce courrier retienne votre attention, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre très haute considération. »

Une délégation de la coordination a eu l'occasion de renouveler cette demande d'audience auprès d'un membre du cabinet du ministre lors de la venue de Jean-Louis Borloo, le 28 septembre, à Nantes pour la journée parlementaire des Verts.

Invité des Verts, le ministre a été interrogé sur les projets « nuisibles pour l'environnement » d'extension du port à Donges-est et d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, par Guy Bourlès de la LPO. Le ministre a admis qu'il faut « un changement radical des évaluations de tels projets d'infrastructures » et « sur la question aéroportuaire, est-ce qu'il est raisonnable, d'avoir un développement aéroportuaire à vocation interne si on augmente les capacités ferroviaires ? » enfin « Nous nous reverrons sur ces deux dossiers ».

## INFOS

### 3000 !... Le 1<sup>er</sup> JUILLET

Toujours déterminés, 3 000 opposants à l'aéroport, soutenus par des paysans venus spécialement du Larzac, étaient présents au pique-nique du 1<sup>er</sup> juillet sur la ferme de Montjean à Notre-Dame.

- « *Nous refusons les nouveaux sondages de terrains* ». Le ton de Sylvain Fresneau, président de l'ADECA (association de défense des exploitants concernés par l'aéroport) est ferme et d'ajouter que « *les projets d'installations de jeunes agriculteurs dans la zone doivent continuer* ».



- Vincent Vaucouloux, qui parlait au nom des groupes pour la décroissance venus de Nantes, de Vannes et de Rennes, a commencé son intervention par : « *Quel plaisir de voir autant de monde. C'est réconfortant. Un tel élan de volontés, une telle démonstration de la détermination de simples citoyens à se battre contre un projet imposé à l'encontre de l'intérêt général, ça rassure pour l'avenir, ça redonne un peu d'optimisme* »...

Il nous a invités à rester mobilisés contre la nocivité publique de ce projet d'aéroport, qu'il se fasse ici ou ailleurs, car

« ... *L'Histoire nous donnera raison, à nous qui défendons des terres nourricières pour l'Homme, des zones refuges pour une nature malmenée, contre les pelleteuses et les bétonneuses, à nous qui refusons que l'argent public soit gaspillé contre l'intérêt général pour une technologie sans avenir, qui ruine l'avenir...* »

(texte intégral sur le site de l'ACIPA.)

- Après un bilan du travail de la coordination associative et politique depuis un an, la parole a été donnée au nouveau député

## ZONE DE TURBULENCES

### L'IMMOBILIER FLAMBE À NDL...

Il n'y a pas si longtemps si vous vouliez louer une maison rachetée par le Conseil général (il y en a une dizaine), il fallait déboursier entre 700 et 1 300 euros mensuels. Belle conception du logement social ! Les opposants à l'aéroport ont joué les pompiers de service en dénonçant ces tarifs. Aujourd'hui les loyers se situent entre 600 et 700 euros et toutes les maisons sont occupées.

Vert de Nantes, François de Ruy. Il a rappelé qu'il est « *aux côtés de ceux qui luttent contre l'aéroport* ». Pour lui, il faut remettre à plat la politique des transports, notamment aériens. Il a signalé que le commissaire européen aux transports s'est clairement opposé à toute subvention européenne en faveur du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

### VOLET AGRICOLE DU PROJET

Pour lever l'une des réserves émises par la commission d'enquête publique, la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) veut constituer des réserves foncières afin de réinstaller les agriculteurs qui seraient expulsés dans le secteur de Notre-Dame-des-Landes. Conséquence : des installations de jeunes agriculteurs dans des communes éloignées du « secteur aéroportuaire » sont bloquées. Un rassemblement pour soutenir l'installation agricole a eu lieu le 17 juillet devant la DDAF, deux délégués ont été reçus par la commission départementale d'orientation de l'agriculture qui a finalement donné son accord sur 3 installations.

### ZAC – ZAD – ZID : L'URBAIN S'ÉTALE

La CCEG va créer une zone d'aménagement concerté sur 150 hectares dans le secteur L'Érette La Grand'Haie, à côté de la zone artisanale de 50 hectares déjà existante. À juste titre, un élu a mis en garde ses collègues d'Erdre & Gesvres sur le gaspillage d'espace et la consommation de terres agricoles. La France a perdu 42 000 hectares de terres agricoles en 2006 à cause de l'urbanisation et des routes (source SAFER, société d'aménagement foncier et d'établissement rural). Chaque année, la Loire-Atlantique perd 2 500 hectares de terres cultivables, ce qui compromet l'alimentation de 10 000 personnes (source Confédération Paysanne).

L'agriculture ne doit pas être mise en concurrence avec les autres secteurs économiques, elle est une activité économique à part entière, et il est dans notre intérêt à tous de préserver les espaces agricoles. Cependant, entre les zones d'aménagement concerté, différé, la zone d'intérêt départemental chère au Conseil général, le barreau routier au sud du futur (?) aéroport, le grand contournement nantais, la liaison tram-train La Chapelle-sur-Erdre/aéroport et l'éventuelle voie ferrée Nantes/Rennes, cela ne risque-t-il pas d'être la « zone » sur ce territoire, avec un étalement urbain de Nantes à Blain ? Et pourquoi pas créer une ZAP, zone agricole protégée en lieu et place de l'ex-ZAD aéroportuaire ?

**FEST NOZ de soutien à la COORDINATION**  
**Samedi 22 décembre • 21 H • Salle Cap-Nort • Nort-sur-Erdre**  
*avec l'Effet Matin, Martin-Lepage, Blaise-Maisonneuve, Pollen et Plat du Jour*

# ZONE DE TURBULENCES

## LE DOUTE PLANE CHEZ LES PRO AÉROPORTS

La chambre de commerce et d'industrie, le Conseil régional, le Conseil général et Nantes métropole ont demandé un rendez-vous à François Fillon. Plusieurs sujets préoccupent les porteurs de projet : l'évaluation des terrains, le financement du projet, la gestion du futur aéroport, mais aussi... **la place de l'aéroport de Montoir-de-Bretagne** (*Ouest-France* du 24.06.2007). Étonnant, non ? Il paraît que les gros-porteurs peuvent atterrir à Saint-Nazaire (chose pourtant impensable lors du débat public), ce qui pourrait intéresser les compagnies à bas prix, au point que Patrick Mareschal, président du Conseil général, déclare : « *Si Montoir-de-Bretagne entre en concurrence, ce n'est même plus la peine de construire Notre-Dame-des-Landes* ». La première alternative proposée par les associations, n'était-ce pas la mise en réseau des aéroports existants ?

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'ACIPA invite ses adhérents à se réunir le **vendredi 23 novembre 2007**, à 20 heures, salle Simone-de-Beauvoir à Treillières, pour une **assemblée générale ordinaire**, avec à son ordre du jour : rapport d'activités, rapport financier, rapport moral, avancement du dossier et aspect juridique, Grenelle Environnement, élection du tiers sortant, questions diverses.

## FESTIVAL D'ÉCOLOGIE « NATURE EN FÊTE »

L'ACIPA était présente au *Festival Humus* les 15 et 16 septembre à Haute-Goulaine. Une occasion d'informer les habitants du Sud-Loire sur le non-sens écologique de construire une nouvelle plate-forme en Loire-Atlantique et sur l'idée d'un réaménagement de l'actuel aéroport Nantes-Atlantique. Une conférence animée par Geneviève Lebouteux de *Solidarités Écologie* a permis de faire le point :

- **sur la mobilisation citoyenne** (on a toujours besoin d'être plus nombreux) et associative. Les élus locaux font front également. Le 21 juin une trentaine d'entre eux ont exprimés publiquement leur opposition au projet d'aéroport.
- **sur le plan juridique** : projet en attente de DUP. Les associations vont contester cette DUP et sont à la recherche d'avocats et de soutiens financiers
- **sur le plan du financement** : c'est toujours le flou sur ce sujet.
- **sur le plan technique** : les études se poursuivent, d'autres sondages de terrain sont prévus. Après la DUP, une étude sur l'eau doit être engagée et l'on sait que ce volet **EAU** posera de très gros problèmes !
- **sur le contexte actuel** : les compagnies aériennes ne voient aucun intérêt à Notre-Dame-des-Landes (pour *AIR FRANCE*, un seul hub : Roissy... Et *RYANAIR* n'apprécie Nantes-Atlantique que par son faible encombrement !). La prise de conscience écologique progresse rapidement aujourd'hui. Ce projet est également dénoncé par des personnalités du monde économique.

## UNE LIAISON TRAM-TRAIN FAIT DÉBAT

Le 2 octobre des habitants de La Chapelle-sur-Erdre, invités par le maire à une réunion d'information, ont découvert qu'ils seraient « impactés » par le projet d'aéroport, via une liaison tram-train

Nantes – La Chapelle – Treillières – Vigneux – aéroport, qui pourrait passer dans leurs jardins. Le réveil a été brutal pour ces Chapelains qui n'imaginaient pas les conséquences de l'implantation d'un nouvel aéroport près de chez eux, s'il se réalise. Car le discours des intervenants : vice-président chargé des transports à la région, chargé de mission du syndicat mixte d'études de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes s'est voulu rassurant : « *Rien n'est décidé. Nous n'en sommes qu'aux études de faisabilité. Nous voulons envisager l'étude de plusieurs scénarios. Des alternatives sont possibles. Toutes les mesures seront prises pour que les riverains ne soient pas gênés. Si le projet d'aéroport est abandonné, la région ne réalisera pas ce tram-train tout de suite...* »

Malgré cela les questions et remarques fusent sur le nombre de voies, les fréquences, la pollution visuelle, le bruit, la dévaluation immobilière, les arbres qui risquent de disparaître le long de l'ancienne voie ferrée, reconvertie en chemin de randonnée mais qui pourrait reprendre du service... Les intervenants ont admis que ce projet allait bousculer des habitudes mais qu'il est possible à la population de faire part de ces remarques par écrit. Selon le maire : « *Rien n'est décidé. Un projet, on peut dire OUI, on peut dire NON* ».

Pour l'ACIPA, dans le contexte économique et écologique actuel, est-il pertinent de construire un nouvel aéroport et de l'aménager en dessertes alors que : la Loire-Atlantique dispose déjà de 2 aéroports (+ 2 aérodromes), Nantes-Atlantique n'est pas saturé, les accès routiers et ferroviaires existent déjà, une voie ferrée traverse le site et il est possible de prolonger la ligne 2 du tramway nantais de 2 kilomètres seulement pour desservir l'aéroport en transports collectifs ?

## LIEU DE RÉSISTANCE

Lors de la réunion de la coordination du mois de juillet dernier, l'idée a été lancée de créer un lieu où la résistance au projet d'aéroport pourrait s'exprimer de manière continue. L'idée première était de trouver une ferme tant la défense de la terre agricole se situe au cœur du sujet. L'aménagement d'un coin de hangar chez Alphonse Fresneau, aux Domaines à Notre-Dame-des-Landes, a semblé une bonne solution pour plusieurs raisons :

- Alphonse fut opposant au projet d'aéroport dès les années 70, ainsi que Joseph (son frère), premier président de l'ADECA (association de défense des exploitants contre l'aéroport), membre de la coordination actuelle.
- Ce lieu symbolique, encore utilisé par Sylvain Fresneau pour son exploitation agricole, se trouve sur l'emplacement de l'une des 2 pistes dessinées par les porteurs du projet.
- Situé sur la route de Vigneux à Fay de Bretagne, il est facile d'accès et borde une route où il pourra être facilement repéré.
- L'activité autour de ce lieu ne gênerait pas les riverains dans leur vie quotidienne, ce qui semblait une priorité.

Ce lieu en cours d'aménagement pourrait être inauguré avant la fin de l'année ; lieu d'échanges, de rencontres et d'information, il sera ce que les opposants au projet d'aéroport en feront ; un historique du projet pourra y être proposé en expo, les conférences de presse à venir y auront lieu, des soirées débat ou d'information pourront être envisagées... Par cette initiative, la coordination n'entend pas étouffer les autres formes de résistance et d'actions qui pourraient se manifester ! Joignons nos efforts et nos idées contre ce projet inutile ! N'hésitez pas à nous faire part de vos idées et faites-nous parvenir tout ce qui vous semble utile à l'animation d'un tel lieu. D'avance merci !